

*Point de vue posté sur altersociétal en septembre 2024*

## **Comment éviter que lors de l'échéance suivante le RN soit largement devant tous les autres groupes politiques et assurer la survie des valeurs humanistes ?**

La dissolution a précipité tous les Français dans un maelström angoissant. Le RN pourrait occuper plus de 250 sièges à l'Assemblée nationale quand ils n'en avaient pas 90. Dans ces conditions, notre pays pourra-t-il se doter d'un gouvernement viable ? Mais cette question, certes urgente, même résolue, ne permettra pas d'éviter le pire qui est encore à craindre.

### **Peut-on encore éviter le pire qui menace ?**

La dissolution a précipité tous les Français dans un maelström angoissant. N'y échappent que ceux prêts à s'afficher comme la force politique principale du pays. Ils occuperont plus de 250 sièges à l'Assemblée nationale quand ils n'en avaient pas 90. La question suivante est celle de savoir si notre pays saura se doter d'un gouvernement qui puisse obtenir un vote de confiance à l'assemblée.

Mais cette question, certes urgente, ne permettra pas d'éviter le pire qui est encore à craindre. Examinons pourtant l'urgence avant de poser la question fondamentale pour l'avenir.

Sans majorité absolue, le Rassemblement national ne peut pas former un gouvernement viable. Macron peut alors décider sans négociation de nommer un économiste, un banquier ou un autre personnage politique de renom à la tête d'un gouvernement pour administrer le pays. Mais sans pouvoir engager de nouvelles réformes. De cette façon Macron garde la main sur la politique étrangère et la défense, et peut être sauvegarde une certaine confiance internationale financière et politique vis-à-vis de la France.

Avant de s'y résoudre, Macron voudra tenter la mise en place d'un gouvernement de coalition excluant le Front National. C'était son espoir. Pensant la Nupes définitivement morte, il avait envisagé de réunir une coalition de gouvernement, avec une sociale démocratie revigorée, avec les écologistes, autour d'Ensemble, tous resoudés pour venir au secours de la République en péril. Son rêve a buté sur la résurgence du Front Populaire, et sa brusque décision solitaire a fait éclater sa majorité présidentielle. Le scénario est à l'eau, mais l'entêté Macron rêve encore de briser le Front Populaire pour « sauver » la France du Rassemblement National.

Nous vivons dans quelques jours des batailles qui tenteront l'une ou l'autre de ces solutions provisoires, mais sans que cela fasse avancer la réponse indispensable pour notre avenir à la

question fondamentale. Est-ce que le Rassemblement National va continuer à rassembler de plus en plus de Français ?

Depuis la présence au second tour de la présidentielle de Jean-Marie Le Pen en 2002, ni la droite, ni la gauche, ni les politiques, ni les syndicats et la société civile n'ont été en mesure d'empêcher cette expansion du vote RN. Il est temps de considérer que tout ce qui a été fait par les uns et par les autres n'a pas été ce qui pouvait faire « barrière » à la montée du RN. Et qu'un aggiornamento général est nécessaire.

Cela ne veut pas dire copier les propositions du RN qui semblent plaire aux électeurs. Le RN offre de soigner les maladies qui gangrènent notre société. C'est l'espoir – illusion certainement- d'obtenir ces soins qu'expriment les votes en faveur du RN. Face à cela, ce qu'il faut, c'est lutter contre les maladies qui nous rongent et les éradiquer. Jusqu'ici ni la droite ni la gauche ni Macron ne s'en sont montrés capables.

Si l'on parvient à éradiquer ces maladies, il n'y aura plus besoin d'un vote RN pour les soigner.

Ces maladies ne se suppriment pas avec des hausses de pouvoir d'achat – seuls les très riches y échappent grâce à leurs revenus personnels- mais par des biens communs, de la démocratie participative. Prendre en main collectivement l'éradication de ces maladies dénoncées mais toujours là. La dégradation des services publics en ville et pire à la campagne, la ghettoïsation qu'on appelle le communautarisme, l'accueil lamentable des déracinés qui abîme ceux-ci et mais aussi conséquemment ceux qui vivent dans la pauvreté et/ou le chômage à leur proximité, l'absence de lutte vers ce qui est notre ennemi dans la finance etc.

C'est indispensable, sinon la prochaine fois sera pire.

Marc Humbert, professeur émérite d'économie politique, Université de Rennes  
Président de l'association Les convivialistes.